

commentateurs médiatiques, surtout Olivier Roy, le génial visionnaire de la « fin de l'islam politique » (titre de son essai de 1992) lequel fanfaronnait encore sur les plateaux au début des printemps arabes, en 2011, en expliquant que sa thèse de la disparition de l'islamisme était la bonne et que la masse arabe ne rêvait que de démocratie occidentale... Cela fait penser à Francis Fukuyama s'excusant que la Fin de l'Histoire soit autant retardée depuis 1990 et nous demandant de patienter encore un peu (pour avoir raison)...

La réalité, qu'elle nous plaise ou non, est qu'une partie importante des Arabes (mais pas forcément majoritaire) veut refonder la politique de leur pays sur les bases de l'islam politique tout simplement parce qu'elle refuse le mouvement global d'occidentalisation des valeurs; et que par ailleurs il convient, par simple honnêteté intellectuelle (et même si à titre personnel nous n'avons aucune sympathie particulière pour ce type de mouvance) de distinguer l'action terroriste jihadique et les partis politiques islamistes (type Frères musulmans). Si nous ne le faisons pas, nous ne comprendrons jamais pourquoi certains États peuvent avoir intérêt à créer des groupes ultra-radicaux se revendiquant de l'islam dans le seul but de décrédibiliser la masse d'un islam politique que je ne qualifierais pas de modéré (parce que cela ne veut rien dire) mais qui pour autant n'emploie pas forcément la violence terroriste comme moyen d'action politique.

Fermons la parenthèse.

Cet article « Mali » du Dictionnaire de géopolitique permet de rappeler deux idées essentielles :

- premièrement la trace de l'action coloniale au Mali : les soldats français de l'opération « Serval » disposent en effet comme référence des « grands anciens de la colonisation » et d'une littérature militaire coloniale de qualité.

- deuxièmement la coupure raciale qui caractérise le Mali.

« Le territoire du Mali correspond à l'ancien Soudan de l'Afrique occidentale française (A.O.F.). Ce territoire avait été conquis au XIXe siècle (Faidherbe puis Gallieni, 1880-1895) dans le cadre de la course au Niger menée par les autorités coloniales françaises (...). Sa base territoriale est formée par le bassin du Haut Niger et la boucle du fleuve Niger. Le territoire a subi de nombreuses mutations, à commencer par l'incorporation temporaire de la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) qui sera de nouveau détachée en 1919, puis la rétrocession à la Mauritanie de territoires du Nord-Ouest.

À l'indépendance en 1958, le Soudan devenu Mali (du nom d'un prestigieux empire mandingue au XIVe siècle) fusionna un temps avec le Sénégal.

Le Mali est formé d'une partie sahélienne et d'une partie saharienne qui s'articulent sur un bassin fluvial autour duquel irradient d'anciennes routes commerciales. Cette division géographique est aussi à l'origine de la division géopolitique du pays entre une masse de populations négro-africaines sédentarisées et une minorité de nomades qui vivent au Nord et qui occupent une grande superficie. Ces nomades, Touaregs ou Maures, sont entrés en rébellion dans les années

1990. Plusieurs mouvements se sont créés qui ont tous un but commun : la création de l'Azawad. En dépit des différentes tentatives de règlement, la césure sociale et ethnique demeure profonde. Elle s'insère dans les conflits qui secouent la bande sahélienne, de la Mauritanie au Tchad. Les différents mouvements en faveur de la libération de l'Azawad bénéficient du soutien discret de la Libye ou de la Mauritanie (...)

La parcellisation des mouvements de libération de l'Azawad ne doit pas masquer la profondeur de leur opposition au gouvernement central. La faiblesse de l'unité intérieure du Mali constitue sans doute la caractéristique géopolitique majeure de ce pays« .

13 ans après que ces lignes aient été écrites, et donc en janvier 2012, revenant de Libye après la chute de Kadhafi (avec lequel ils étaient alliés), les Touaregs du MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) défont l'armée malienne et proclament l'indépendance de l'Azawad. Mais la lutte séparatiste ancienne menée par le MNLA est très vite débordée par une autre lutte, celle du jihad (lutte qui, en Afrique occidentale, n'a rien de nouveau, bien au contraire : je renvoie à ce propos à mon ouvrage Géopolitique, Constantes et changements dans l'histoire, Ellipses, 2007, p314 à 325 : l'islamisation de l'Afrique noire).

Trois groupes principaux mènent ce jihad dans la région : Ansar Dine fondé par un leader historique du mouvement touareg, passé à la lutte islamiste ; le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest – MUJAO – et enfin Al Qaïda au Maghreb islamique – AQMI groupe historiquement beaucoup plus algérien puisqu'il est l'héritier du GSPC lui-même héritier des GIA de la guerre civile algérienne.

Début avril 2012, le MNLA et ces groupes islamistes prennent le contrôle des capitales des 3 régions du Nord-Mali : Kidal, Gao et Tombouctou. Le 6 avril, le MNLA proclame l'indépendance de l'Azawad, ce qui était son but historique. Mais voilà que ce qui était prévisible se produit : l'islamisme submerge le nationalisme touareg, d'autant que le premier est susceptible de trouver bien davantage de soutiens extérieurs que le second. Fin juin 2012, le trio AQMI/MUJAO/Ansar Dine écrase le MNLA à Gao puis à Tombouctou. Commence la triste destruction de mausolées de saints musulmans à Tombouctou (représailles à la décision de l'Unesco de classer la ville patrimoine mondial en péril).

Mais revenons à Bamako. Le but premier de l'État malien est de reprendre le contrôle du Nord et de se venger des Touaregs en s'appuyant sur la puissance française. C'est évidemment un but politiquement dangereux pour la France. Pour Paris, chasser les groupes islamistes du Nord du Mali ne doit pas pour autant déboucher sur une épuration ethnique anti-Touareg. À mesure que l'armée française va s'approcher de ses objectifs (faire reculer son ennemi) elle va se rendre compte que l'armée malienne qu'elle traîne dans son sillage s'emploiera à se venger sur les populations touaregs et cela risque de devenir un vrai problème à gérer pour Paris.

Incapable militairement de résister face aux guerriers du désert, l'armée négro-africaine malienne, même aidée par d'autres troupes noires (CEDEAO) se trouve dans l'incapacité de restaurer l'unité

du Mali (unité ô combien artificielle, comme nous l'avons vu auparavant) sans l'action militaire de la France.

2) Les Touaregs indépendantistes du MNLA

Les Touaregs sont 1,5 millions de nomades du Sahara (origine berbère mais métissage avec des Noirs et des Arabes) vivant sur plus de 2 millions de km² (Niger, Mali, Algérie, Libye, Burkina Faso), souvent en marge de leur État d'appartenance.

Au Mali, dans la région de l'Azawad, ils seraient environ 500 000 sur une population de malienne de 16 millions (au Niger les Touaregs sont 850 000 sur une population quasiment identique à celle du Mali soit 16 millions). Ce qui revient à souligner qu'une minorité d'un demi-million est en train d'écraser l'armée représentant la sécurité et les intérêts de 15,5 millions de citoyens maliens noirs ! Qui pourra contester à la France qu'elle se bat bien aux côtés de l'écrasante majorité de la population, laquelle, et c'est un fait établi et difficilement contestable, est attachée à son islam trempé de traditions africaines et refuse le modèle salafiste importé ? Affirmer cela ne signifie pas pour autant nier ou cacher le fait que la France a ses propres intérêts. Hollande dit que la France ne défend pas d'intérêt au Mali, c'est évidemment une plaisanterie (dictée par la sacro-saint principe d'hypocrisie droits-de-l'homme), plaisanterie sur laquelle nous reviendrons. Bien au contraire, je serais tenté de dire, de manière un peu provocante, que cela fait bien longtemps que la France mène une guerre pour ses intérêts propres et non pour des profits américains. La France a le droit d'avoir ses intérêts, comme n'importe quel autre État, et de les défendre, du moment que la défense de ses intérêts reste compatible avec la volonté majoritaire des populations concernées et que nous ne sommes pas en train de tout détruire pour nous emparer du pétrole, comme les Américains l'ont fait en Irak en 2003 et comme nous tentons malheureusement de le faire en Syrie, aux côtés des Américains, des Anglais et des Qataris.

Dans le passé les Touaregs étaient loin d'avoir une position défavorable. Avant la colonisation française, ils étaient même les seuls, avec les Ethiopiens, à disposer de leur propre écriture et ils contrôlaient le commerce caravanier et d'immenses troupeaux. Avant la colonisation française – je renvoie encore à Géopolitique, constantes et changements dans l'Histoire ouvrage dans lequel j'analyse les mécanismes par lesquels la colonisation a abouti à l'inversion des rapports de force entre les ethnies traditionnellement dominantes et celles qui étaient dominées-, ce sont les Touaregs qui razziaient les Noirs d'Afrique et les Maliens redécouvrent aujourd'hui cette vérité. La vérité est que la colonisation a souvent été un cadre pacificateur (on parlait d'ailleurs de pacification) et protecteur pour les ethnies dominées d'Afrique noire. Elle a en revanche été une catastrophe et une perte de puissance pour les ethnies anciennement dominantes. En refusant, par exemple, l'école française de la colonisation, les Touaregs ont créé eux-mêmes, au moment des indépendances, les conditions de leur marginalisation au profit des Noirs.

Lorsque s'effondre ce cadre de la Guerre froide qui avait gelé tant de conflits identitaires dans les États, les Touaregs relèvent la tête et entrent en rébellion au Niger et au Mali. Finalement en 2009, des accords de paix aboutissent théoriquement à un décentralisation des régions touaregs assortie d'une large autonomie de gestion. Comme ces accords ne sont pas appliqués, plusieurs

ex-leaders touaregs qui avaient été intégrés dans l'armée maliennes désertent. Le problème est d'autant plus grave que les Américains (je reviendrai sur ce point capital), dans le cadre de leur coopération militaire anti-terroriste avec le Mali et avec de nombreux autres États de la zone (la Pan Sahel Initiative qui deviendra la TSCI), ont souvent choisi de s'appuyer sur des officiers touaregs – avaient-ils une idée machiavélique derrière la tête ou agissaient-ils ainsi de manière pragmatique parce qu'ils constataient que les Touaregs sont les meilleurs combattants?

Dans cette affaire la chute de Kadhafi, voulue et provoquée, faut-il le rappeler, par la présidence de Nicolas Sarkozy en accord avec les Américains et les Anglais, est directement à l'origine de ce qui se passe aujourd'hui au Nord-Mali. Lorsque les forces kadhafistes s'effondrent, les centaines de Touaregs du MNLA qui combattaient à leurs côtés rentrent précipitamment au pays lourdement armés et rallument la flamme combattante du séparatisme. En janvier 2012, la rébellion touareg, dont la composante essentielle est le MNLA, demande explicitement l'indépendance du Nord-Mali et passe à l'offensive.

Depuis, le MNLA a été dépassé militairement par les trois groupes islamistes (Ansar Dine, Mujao et AQMI) mais il conserve pourtant le gros des effectifs car seule une petite fraction de ses membres a rallié Ansar Dine.

Aucune sortie durable de la crise n'est en réalité possible sans le MNLA. Une entente doit se faire entre Bamako/Paris d'un côté, le MNLA de l'autre, afin de régler la question islamiste dans la zone. Paris est en position de force car Bamako ne peut plus rien sans les troupes françaises et par conséquent les militaires français doivent s'allier avec le MNLA, composante séparatiste mais non jihadiste des Touaregs, pour chasser les islamistes de la zone. S'ils l'armée française ne sous-traite pas aux Touaregs le « nettoyage » de cet immense espace à la fois désertique et montagneux, elle entrera dans un tunnel sans fin et sans doute plus coûteux financièrement que meurtrier (car militairement l'opération restera beaucoup plus maîtrisable que l'Afghanistan). Ensuite, la France doit se placer en position de médiation entre le MNLA et Bamako. L'affaire est cependant plus complexe qu'il n'y paraît. Il n'existe pas un, mais trois Azawad : le Sud (Songhay et Peuls), le long du Niger, le Nord territoire des Touaregs et l'Ouest saharien arabe.

3) Les groupes jihadistes

Il est rapporté que 3 groupes islamistes se trouvent impliqués dans l'affaire du Nord-Mali. Deux groupes qui présentent un caractère identitaire local : Ansar Dine, émanation islamiste radicale du MNLA, le mouvement historique de combat des Touaregs et dont la base originelle est Kidal ; le Mujao (base Gao) ; AQMI qui lui est un ensemble de groupe beaucoup plus algérien et qui s'inscrit dans la filiation GIA/GSPC.

Mon analyse sur l'islamisme radical et terroriste est bien connue. Pour chaque mouvement identifié et analysé il convient de se poser deux questions :

1. Quelle est la part locale et la part globale (le lien avec une « internationale » islamiste) ?

2. Quelle est la part authentique (combattants authentiquement islamistes) et la part infiltrée/fabriquée (groupe infiltré par des services étatiques et dont les actions orientées obéissent à une stratégie de la tension de la part d'un ou plusieurs États) ?

Nous n'avons pas le temps de refaire ici l'histoire du terrorisme islamiste et celle-ci a d'ailleurs été abondamment traitée. Pour dire les choses simplement, deux lectures s'opposent. Une première lecture, dominante, médiatique est celle qu'Al Qaïda, et plus globalement le « terrorisme international », sont des forces autonomes, obéissant à leur propre agenda, et qui mènent une guerre contre l'Occident. La deuxième lecture (qui est la mienne) considère le terrorisme islamiste comme la combinaison d'un combat authentique (des jihadistes mènent réellement une guerre terroriste contre « l'Occident impie ») et d'une instrumentalisation/manipulation de la part de services étatiques.

Or, on ne peut comprendre cette deuxième lecture si l'on occulte la dimension mafieuse du phénomène jihado-terroriste. Cette dimension mafieuse est admise dans les deux lectures. Les médias officiels ne manquent pas de souligner en effet qu'AQMI (Al Qaïda du Maghreb islamique) travaille main dans la main avec les cartels colombien et vénézuélien pour faciliter l'acheminement par voie aérienne de cargaisons de drogue vers le désert saharien, laquelle drogue repartirait ensuite vers l'Europe. Ils parlent de « Mister Malboro » à propos du terroriste Mokhtar Ben Mokhtar ceci afin de bien souligner son implication dans des trafics de cigarettes. Mais trafics de drogue, cigarettes, et même immigrés clandestins, autant que prises otages sont les diverses facettes d'une économie du crime que contrôlent ces groupes sahariens, dans la droite ligne de la contrebande saharienne la plus ancienne. Rien de neuf sous le soleil saharien.

En insistant d'ailleurs tellement sur cette dimension mafieuse (laquelle, je le répète, n'est contestée par personne), les médias finissent par nous amener à nous demander ce qui compte le plus pour ces terroristes : l'argent (le trafic) ou le jihad? L'argent mafieux sert-il à financer le jihad ou bien le jihad n'est-il qu'un alibi pour couvrir le trafic? Difficile de répondre mais ce qui est certain est que la confusion entre argent sale et idéologie montre que ces groupes peuvent accueillir en leur sein (et même à leur tête) des infiltrés n'ayant d'autres but que de mettre l'action terroriste en conformité avec l'agenda du service d'État qu'ils servent.

Ce que je crois, c'est qu'Al Qaïda est un instrument de l'État profond américain qui justifie, depuis la fin de la Guerre froide, une bonne partie de la projection de puissance américaine, et qu'AQMI est le faux-nez maghrébin de cet instrument occulte, mais avec une différence notable avec les autres composantes régionales d'Al Qaïda (Afghanistan, Irak, Yémen...) : l'État profond américain ne contrôle pas directement AQMI. C'est en effet très probablement le DRS algérien, la sécurité militaire algérienne, qui contrôle AQMI. Là encore la démonstration serait longue à donner mais elle existe et elle a été donnée depuis longtemps par des auteurs suisses, britanniques ou allemands mais hélas pas français car en France tout le monde craint l'Algérie et ses coups tordus. J'en profite pour dire que sur ce sujet je suis ouvert au débat mais certainement pas avec les disciples de Glucksmann ou Lévy qui d'un côté ne cessent d'accuser Moscou de terrorisme occulte et de l'autre traitent de complotistes ceux qui ont compris que le premier de tous les « États profonds » était américain!

À propos du DRS, je renvoie ici notamment aux travaux du britannique Jeremy Keenan, ou bien à l'étude extrêmement pointue « Al Qaïda au Maghreb ou l'étrange histoire du GSPC algérien » par François Gèze et Sallima Mellah (Septembre 2007). Il ne fait aucun doute que les GIA ont été créés durant la guerre civile algérienne, en tant qu'organisation contre-insurrectionnelle, dans le but premier de discréditer, par des crimes atroces perpétrés contre la population, le combat armé d'un Front Islamique du Salut (pour lequel, je tiens à le préciser, je n'ai aucune sympathie, bien au contraire) qui avait gagné les élections. Il ne fait guère de doutes non plus que ces GIA se sont transformés en GSPC après la guerre civile et sont montés en puissance après le 11 septembre 2001, lorsque l'État profond algérien a compris, non seulement que l'État profond américain était derrière Al-Qaïda, mais que si Alger ne voulait pas subir l'agenda américain dans le Sahara, il fallait devancer celui-ci. Le GSPC est né du « magnifique » esprit d'initiative algérien lequel a su offrir aux Américains l'ennemi qu'ils attendaient (jusqu'à prendre en 2007 le nom d'Al Qaïda du Maghreb islamique) pour justifier leur implantation dans le Sahara (implantation au service d'autres intérêts plus classiquement géostratégiques, pétroliers et gaziers, dont nous parlerons après). Au fond, les Abdelrazak El Para et autres Mokhtar Ben Mokhtar, ces personnages qui ont dirigé actions terroristes et prises d'otages occidentaux, sans jamais se faire prendre et en laissant leurs acolytes se faire tuer à leur place, présentent le même profil qu'Oussama Ben Laden mystérieusement porté disparu en mer. Ils ont d'abord travaillé pour l'État profond de l'État qu'ils se sont mis ensuite officiellement à combattre. Ben Laden fut membre de la CIA et quasiment tous les chefs des katibas islamistes du GSPC puis d'AQMI sont d'anciens officiers de l'armée algérienne. Bien formés ces officiers, après avoir infiltré (peut-être créé dans certains cas) les cellules combattantes ont pu en prendre aisément le commandement.

Une réalité indicible dans nos médias, du fait de l'ampleur des intérêts économiques français en Algérie, de la collusion aussi des élites politiques françaises avec le régime algérien (il fallait voir encore récemment le ministre Valls louer l'efficacité des forces spéciales algériennes...)... mais une vérité pourtant depuis longtemps évidente en dehors de France: AQMI/Polisario, DRS algérien le trafic de drogue saharien sont une seule et même organisation du crime dont le but est double : l'enrichissement personnel des généraux algériens bien sûr lesquels supervisent le trafic de drogue réalisé par les chefs terroristes ; mais aussi la survie du régime (laquelle va de paire avec le premier but) en faisant de celui-ci l'incontournable rempart contre le fondamentalisme, un rempart que la vague de révolutions arabes ne saurait attendre, et qu'elle n'atteindra d'autant moins que les Occidentaux (en premier lieu Américains et Français comprendront qu'il n'y a d'autre alternative crédible que le maintien du régime algérien). Or ce régime est une calamité pour la jeunesse algérienne, privée d'avenir, au chômage à 40%, volée par son « élite » de ses richesses fabuleuses (rente gazière et pétrolière), et par voie de conséquence une calamité pour la rive nord de la Méditerranée (Europe) qui, inéluctablement, verra fondre sur elle des candidats à l'immigration de plus en plus nombreux. Une politique de courte vue de plus de la part des dirigeants européens!

Grâce au GSPC et à AQMI, l'État algérien a pu apparaître depuis 2001, aux yeux des États-Unis et de la France (pour le grand public du moins, car dans les structures de pouvoir personne n'est dupe) comme un rempart contre l'islamisme radical dans la région. Et la stratégie a fonctionné, jusqu'aux révolutions arabes qui ont emporté les uns après les autres (Tunisie, Egypte, Yémen) tous les régimes autoritaires « laïcisants » (terme à prendre avec extrême précaution s'agissant

de pays musulmans), avant que l'Occident ne s'en prenne ensuite directement à ceux qui ne tombaient pas d'eux-mêmes (Libye, Syrie). Donc pour le DRS cela ne faisait pas l'ombre d'un doute, l'Algérie était la suivante sur la liste, à moins d'écarter l'Occident du sillage des islamistes politiques (ceux qui allaient devenir majoritaires dans de nombreux pays à la suite de l'écroulement des régimes forts) et de le ramener à la « grande époque » de la guerre contre le terrorisme international.

Parmi ces trois groupes islamistes agissant au Mali, si l'on me demandait « qui contrôle qui », je répondrais que le DRS contrôle d'abord AQMI tandis que le Qatar finance et a de l'influence sur les deux autres mouvements (MUJAO et Ansar Dine) avec des buts radicalement différents de l'Algérie comme nous le verrons dans la deuxième partie.

Un autre élément qui n'est pas souligné est qu'au moins deux de ces groupes (le MUJAO c'est certain, AQMI c'est probable) ont des contacts forts avec le POLISARIO, mouvement séparatiste sahraoui soutenu basé dans les camps de Tindouf (territoire algérien). Il est quasiment avéré en effet que le groupe de terroristes qui s'est emparé du site gazier d'In Amenas en Algérie venait des camps de Tindouf, autrement dit qu'il est bien parti du territoire algérien (et ceci bien que l'Algérie ait pointé du doigt la Libye). Là encore il s'agit d'une réalité sur laquelle je tente d'alerter au moins depuis 2005, à travers les différentes interventions que j'ai faites à la tribune de l'ONU, en tant qu'expert mandaté par la partie marocaine, rôle que j'assume pleinement tant je crois au bien fondé historique de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental – mais une souveraineté « intelligente » dans un cadre d'autonomie élargie.

Le glissement progressif (comparable à celui du MNLA) du mouvement Polisario non seulement vers la criminalité (trafics en tous genres) mais aussi vers le fondamentalisme religieux devrait être une source de préoccupation pour les pays occidentaux. Nombreux sont les événements, depuis 2005, dans cette sous-région du Sahara, qui montrent des liens entre certains éléments du Polisario et Aqmi/Mujao. C'est le moment de rappeler d'ailleurs que les problèmes non résolus de séparatismes (Sahara occidental et Touaregs) finissent malheureusement par dégénérer en problèmes d'islamisme radical.

Seule une solution équilibrée consistant à défendre la souveraineté des États (Mali, Maroc, Niger...) mais en aménageant des autonomies réelles pour les minorités nomades pourra permettre de ramener la stabilité dans la région.

Pour comprendre les motivations des autres acteurs, il convient aussi de parler des enjeux de ressources (pétrole, gaz, uranium). Autant les États-Unis en effet, que la France, le Qatar ou l'Algérie ont des visées pétrolières et gazières importantes dans le Sahara. Chacun de ces États a intérêt à favoriser la situation géopolitique la plus à même de le placer en position de force dans les discussions relatives au partage des richesses.

Nous analyserons dans la deuxième partie ces enjeux pétroliers et gaziers et affinerons notre analyse des intérêts français, algériens, qataris, américains, mauritaniens et libyens dans la crise actuelle.

Au regard des intérêts de la France en Afrique, la décision d'intervention militaire française apparaîtra, je le crois, comme une bonne décision.



Pour en juger, et comme toujours si nous voulons être fidèles à notre ligne réaliste, il faut être capable de s'élever au-dessus des partis pris politiques et idéologiques des uns et des autres. Chacun sait en effet que je me situe, sur le plan des idées, à des années-lumières des gouvernements qui se sont succédés en France ces trente dernières années, et que j'exècre, peut-être plus que tous ceux qui l'ont précédé, ce gouvernement qui mine les fondements de notre civilisation, accélère l'invasion migratoire, achève notre économie,

et pousse à l'exil, par son fanatisme de l'Égalité, ce qu'il reste de créatif en France.

Il est arrivé souvent dans l'Histoire qu'une décision prise au nom de mauvaises raisons ait pu produire les résultats les plus positifs.

N'est-il pas étrange de constater aujourd'hui qu'un président issu d'un camp que rien ne prédispose à la défense d'intérêts français en Afrique ait néanmoins pris une décision qui va peut-être améliorer sensiblement le statut de la France en Afrique ?

Car quelle était la situation de la France en Afrique avant cette affaire du Mali ? Plus précisément que devenait l'influence française en Afrique depuis le discours de la Baule du président Mitterrand, le 20 juin 1990 ?

La réalité est que, depuis la fin de la Guerre froide, et faute de vision géopolitique, la France n'a cessé de reculer en Afrique.

En position défensive, sans vision ni anticipation, elle n'aura fait que subir la montée de l'influence américaine dans toutes ses anciennes colonies.

Prise en tenaille entre ses devoirs européens et l'atlantisme, son influence s'est considérablement amoindrie outre-mer. D'un côté le discours de la démocratisation, de l'autre les magouilles du personnel politique (cette *françafrique* que l'on ne saurait confondre avec les intérêts légitimes de la France en Afrique) ; et bien sûr une montée en puissance des États-Unis sur le prétexte de la lutte contre le terrorisme islamiste, au début des années 2000...

Fidèle à mon habitude consistant à soumettre à la critique du lecteur ce que j'ai pu écrire par le passé, je ne résiste pas à l'envie de vous livrer d'abord la quasi-totalité d'une tribune que je donnais en 2008 à *Valeurs actuelles*, au moment où Nicolas Sarkozy s'attachait à réduire notre présence militaire en Afrique.

La France doit-elle quitter l'Afrique ?

En 2007, l'Afrique subsaharienne a connu au moins deux événements majeurs : la Chine est devenue son premier partenaire commercial et les États-Unis ont annoncé la création d'un

commandement stratégique dédié au continent : l'AFRICOM. Américains et Chinois s'intéressent à l'Afrique pour ses immenses richesses.

Le continent possède 10% des réserves mondiales prouvées de pétrole et contribue déjà à hauteur de 10% à la production pétrolière mondiale. Il contient aussi une bonne partie de l'uranium de nos centrales nucléaires de demain ainsi que de nombreux minerais indispensables aux nouvelles technologies civiles et militaires.

Surtout, ses 800 millions d'êtres humains vivent dans la dernière zone de la planète qui ne s'est ni dotée de gouvernement de « Bien commun » (à quelques exceptions près), ni, par voie de conséquence, engagée sur la voie du développement. A la fin de la Guerre froide les Européens ont décrété la démocratie en Afrique.

Les Africains en paient hélas aujourd'hui les conséquences. Car la démocratie est un résultat davantage qu'une cause de développement.

En réalité, dans l'histoire, l'identité nationale a toujours précédé l'établissement de la démocratie faute de quoi la guerre civile est assurée. Il faut commencer par aider les Etats africains, dont les frontières contredisent souvent si dramatiquement la carte des peuples, à devenir des États-nation. Ceci implique des phases transitoires de « bonne gouvernance dirigiste » plutôt que l'utopie de la « bonne gouvernance démocratique ».

Si la France se désengage d'une Afrique subsaharienne dans laquelle 20% de la population est touchée de plein fouet par la guerre, cela signifie qu'elle abandonne les richesses à l'Empire dominant (Washington) et à l'Empire montant (Pékin) pour ne recevoir en échange que la certitude d'une immigration massive. L'immigration choisie ne ferait que précipiter l'effondrement de l'Afrique.

La seule politique réaliste revient à combiner flux d'immigration inversés et soutien actif au développement.

La France doit restaurer sa politique africaine. Plutôt que d'observer une neutralité de façade qui, dans les faits, profite à des gouvernements n'ayant plus d'autre activité que de piller leur pays et faire chanter Paris (Tchad), elle doit favoriser l'émergence d'une classe de dirigeants habitée par le Bien commun.

Sauf à désespérer complètement de l'Afrique subsaharienne, une telle politique est possible.

Elle implique cependant que l'armée française conserve des forces conséquentes en Afrique.

Certes, on peut encourager la prise en main de la sécurité par les Africains eux-mêmes (RECAMP c'est très bien...), mais il est trop tôt pour partir. Les identités nationales sont encore fragiles (quand elles ne sont pas inexistantes) et ne supporteraient pas notre retrait.

Il ne faut avoir aucun a priori négatif quant au changement dans la disposition de nos forces en Afrique.

Il est parfaitement normal que des dispositifs militaires se remettent en question. De même, renégocier nos accords de défense peut nous permettre de relancer notre coopération sur des bases saines et de rappeler à nos amis africains que la présence française n'est pas une « assurance anti-coup d'Etat » permettant de gouverner n'importe comment.

La France occupe aujourd'hui des positions précieuses en Afrique qu'elle doit veiller à ne pas abandonner : d'abord les ports de Dakar et Djibouti, qui disposent de fortes capacités, et nous seraient précieux en cas de conflit de haute intensité.

Ensuite, **le Tchad** qui sera bientôt le 4e pays d'Afrique subsaharienne en réserves prouvées de pétrole, derrière le Nigeria, l'Angola et la Guinée équatoriale, c'est-à-dire le premier pays pétrolier francophone.

Cet immense territoire, faiblement peuplé mais occupant une position stratégique, pourrait idéalement être le siège d'un dispositif de protection des pays africains de la frange saharienne, autant face aux ambitions salafistes que face aux projets géopolitiques des puissants voisins du Maghreb.

Il nous faut ensuite une plateforme dans le Golfe de Guinée, zone que Paris ne saurait abandonner aux poussées américaine et chinoise. Elle pourrait concentrer les missions des bases actuelles du Gabon (Libreville) et de Côte-d'Ivoire.

Le choix est ouvert en Afrique centrale et dans le Golfe de Guinée, mais ce qui est certain c'est que nous ne pouvons pas abandonner cette région pétrolifère instable.

Une nouvelle politique africaine pour la France, de fait alors pour l'Europe, pourrait être fondée sur les principes suivants :

- la France aiderait les pays africains à se protéger des fléaux que sont l'islamisme, le chaos ethnique, les ambitions voisines ; elle favoriserait le maintien des élites en Afrique et l'émergence de dirigeants de « bien commun » plutôt que des démocraties fausses et inefficaces.
- En retour, les dirigeants africains aideraient la France à accéder aux ressources et à lutter efficacement contre l'immigration ; ils travailleraient au développement en faisant cesser de manière significative les pratiques de prédation.

Une telle politique s'appuierait sur une crédibilité de puissance, celle de forces françaises permanentes basées à l'ouest (Dakar et Golfe de Guinée), au centre (Tchad) et à l'Est (Djibouti). En vérité, il s'agit là d'une proposition somme toute bien modeste si on veut bien la comparer à l'AFRICOM américain..."

Cinq ans plus tard imaginez donc ce qui se serait passé au Mali si nous avions écouté les socialistes et les nombreux libéraux atlantistes qui voulaient plier bagage et nous désengager de l'Afrique !

Sans dispositifs pré-positionnés dans la zone et avec un porte-avions Charles de Gaulle en cale sèche pour 6 mois (puisque nous n'avons plus, hélas, qu'un seul porte-avions, sujet sur lequel je m'étais également fortement engagé autrefois), comment la France aurait-elle pu intervenir en janvier ?

La réponse est simple : elle n'aurait pas pu le faire à temps et Bamako serait tombée.

Nous n'aurions pu faire que des frappes en faisant décoller nos chasseurs bombardiers depuis le sol national et en les ravitaillant en vol (ce qui d'ailleurs a été fait). Mais rien au sol et donc rien de décisif !

Il a fallu un mois avant qu'un BPC rempli de matériel lourd puisse décharger dans un port africain.

Je serais heureux d'entendre nos politiques, de droite comme de gauche, sur ces points, eux qui ont voté toutes les réductions capacitaires. Car évidemment, les mêmes qui applaudissent l'intervention ont voté la sortie de l'Afrique.

Revenons donc à la cause de l'intervention elle-même.

Je ne voudrais pas que nos lecteurs puissent penser que je ne parle d'intérêts masqués que lorsqu'il s'agit de guerres américaines, et non de guerres françaises. Loin de moi, en effet, l'idée d'esquiver la question des intérêts français.

Je me suis opposé sans ambiguïté à la guerre (française en partie) contre le régime libyen en y dénonçant des appétits stratégiques déguisés derrière le masque de la Morale et en prédisant que le résultat serait surtout favorable aux islamistes et au chaos dans le Sahara.

Il est cependant important de souligner que les causes de la guerre au Mali sont sensiblement différentes de celles de la guerre en Libye, en même temps d'ailleurs que la première est largement une *conséquence* de la deuxième.

Au moment où les groupes jihadistes fondaient vers le Sud du Mali, après s'être emparés de Tombouctou et Gao, il y avait 6 000 Français vivant et travaillant à Bamako !

Voilà, à mon sens, ce qu'un président français assumant de manière "normale" les intérêts de la France et la sécurité des Français aurait du simplement affirmer devant les Français pour justifier le déclenchement d'une opération militaire incontestablement unilatérale, et qui ne revêt pas le plus simple appareil de légalité internationale :

"Si nous n'intervenons pas, nous n'aurons pas seulement 6 otages dans le Sahel, nous aurons 6 000 otages français à Bamako".

Il y a là, me semble-t-il, une réalité sécuritaire qui s'imposait à tous, et donc quand même à Hollande, pressé par des militaires français qui voyaient l'armée malienne s'effondrer complètement face à la blitzkrieg touareg et jihadiste.

Ce faisant – et c'est là qu'un basculement sans doute historique s'est produit – **la France, par son rôle protecteur, a retrouvé la "valeur ajoutée" qu'elle semblait avoir perdu aux yeux des dirigeants africains.**

La plupart des dirigeants africains francophones viennent de comprendre, s'ils ne l'avaient pas encore compris, qu'ils sont à la tête de pays non seulement sous-développés économiquement mais surtout fragiles *dans leur existence même* du fait de leurs contradictions identitaires et du faible degré unitaire de leur État-nation.

Et au moment où l'Afrique suscite tous les appétits, chinois, américains, islamiques (car les groupuscules islamistes ne sont que le bras armé de puissants États du Golfe comme l'Arabie Saoudite et le Qatar lesquels veulent prendre par la force les fruits des "arbres à madrassas" qu'ils ont planté depuis des décennies sur le continent africain), **ces dirigeants commencent peut-être à comprendre que la France est le dernier État qui, bien qu'ayant aussi des intérêts matériels à défendre, est *in fine* capable de s'engager pour la défense de leur propre existence historique.**

Le meilleur argument que la France peut mettre en avant pour justifier sa présence en Afrique, c'est le rôle protecteur qu'elle peut avoir pour les États africains, lesquels sont sans doute encore trop faibles pour protéger seuls leur souveraineté.

Ce rôle protecteur et pacificateur est d'ailleurs en filiation directe avec l'époque coloniale, à la différence notable qu'il s'agit aujourd'hui de prouver aux Africains que le but français n'est pas d'exercer la souveraineté à leur place mais de protéger celle-ci.

À côté de cela, on ne voit pas au nom de quel principe d'auto-flagellation, il faudrait s'interdire d'avoir des intérêts économiques et stratégiques, tout comme les autres nombreux acteurs extra-africains en ont : États-Unis, Israël – très fort intérêt dans l'accès aux ressources minérales pour leur industrie de l'armement : il faut lire à ce sujet l'excellent livre de Pierre Péan, *[Carnages, les guerres secrètes des grandes puissances en Afrique](#)* (Fayard)

qui met en lumière l'importance des ressources minérales africaines pour l'État d'Israël), et les fameux BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud...), les puissances islamiques comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Libye, l'Algérie...

Voyons à présent ces fameux intérêts matériels que la France peut avoir au Mali et plus largement dans la région

L'un des premiers intérêts à préserver pour Paris est son exploitation de l'uranium du Niger.

Le Niger a produit 4 000 tonnes d'uranium en 2011. La *World Nuclear Association* estime que cela place le Niger entre le troisième et le cinquième rang mondial des producteurs d'uranium.

Le Niger représente actuellement 40% de l'uranium importé par Areva en France, groupe qui exploite deux mines dans le pays : *Arlit* et *Akouta*, et prévoit d'en exploiter une troisième plus grande encore *Imouraren*.

Entre 1971 et 2012, la mine d'Arlit (mine à ciel ouvert) a produit plus de 44 000 tonnes. En 2009 la production était d'un peu plus de 1800 t.

À suivre : les enjeux du pétrole, de l'or, les intérêts américains et qataris...

La mine souterraine d'Akouta a la capacité de produire 2 000 tonnes par an et a déjà produit plus de 55 000 tonnes d'uranium depuis le début de l'extraction en 1974.

Mais les deux mines n'ont plus que dix à vingt ans de production devant elles et pour la France, l'avenir au Niger repose désormais surtout sur la mine d'Imouraren dont l'exploitation a été approuvée en janvier 2009, après la ratification d'une convention minière liant Areva et le gouvernement nigérien. En décembre 2009, la Kepco (Korea Electric Power Company) a acquis 10% des parts de la mine.

N'oublions pas que les intérêts sur l'uranium du Niger sont certes principalement, mais non exclusivement français.

Les Coréens du Sud aussi sont présents, et surtout les Chinois qui exploitent la quatrième mine d'uranium du pays (mine d'Azelik qui a donné 700 t en 2011).

En juin 2012, le président Hollande a rencontré le président nigérien, Mahamadou Issoufou, et a demandé l'accélération de la mise en exploitation, fin 2013, de cette mine géante d'Imouraren.

Imouraren est potentiellement la deuxième plus grande mine d'uranium du monde (avec 5 000 tonnes par an).

Areva a prévu d'y investir 1,2 milliard d'euros. Son exploitation ferait passer le Niger du 6^{ème} au 2^{ème} rang mondial des producteurs d'uranium, juste derrière le Kazakhstan, pays où Areva est également implantée.

Mais le problème islamiste retarde de plus en plus la mise en exploitation d'Imouraren. En février 2012, le Ministre nigérien des Mines, Omar Hamidou Tchiana, a révélé que la nouvelle mine d'uranium débutera probablement sa production en 2014, en raison de retards causés par des enlèvements de travailleurs étrangers dans le nord du pays.

Ce sont des employés d'Areva qui ont été enlevés par AQMI, ne l'oublions pas, et AREVA doit clairement trouver une solution au problème islamiste.

Au Mali, l'uranium est aussi un enjeu important pour Areva.

La société française essaie d'obtenir, depuis de nombreuses années, les droits d'exploitation d'une mine d'uranium qui se trouve à Faléa (région isolée à 350 km de Bamako vers la frontière du Sénégal et de la Guinée).

Dans les années 70, l'ancêtre d'Areva, la Cogema, de concert avec le Bureau de Recherche géologique minière et la SONAREM (Société d'État malienne), avait effectué une prospection mais l'exploitation avait été jugée peu rentable.

En 2005, la société canadienne Rockgate a été mandatée par le gouvernement malien afin de forer à nouveau à Faléa. En 2010, les rapports de Rockgate ont conclu que le Mali offrait "un environnement de classe mondiale pour l'exploitation de l'uranium" et deux ans plus tard, une société sud-africaine (DRA Group) mandatée par Rockgate à propos de Faléa a conclu que Faléa pourrait offrir une production annuelle de 12 000 tonnes d'uranium, soit 3 fois la somme des productions des mines nigériennes d'Arlit et Akouta !

Prenons un peu de hauteur et nous voyons alors se dessiner ce qui pourrait apparaître comme un formidable corridor stratégique de l'uranium et d'autres ressources minérales sous contrôle français : l'axe Est/Ouest Tchad-Niger-Mali qui désenclaverait ses réserves minérales grâce aux capacités portuaires du Sénégal...

En ce moment, des groupes (notamment chinois) sont en train de réveiller les vieux tracés ferroviaires de l'époque coloniale française pouvant servir à atteindre les côtes atlantiques.

Constatons donc que la France a posé ses dispositifs aux deux extrémités (ses avions décollent du Tchad et la Royale accoste à Dakar) **de ce corridor saharien stratégique** qui est gorgé de réserves minérales.

Après tout que préférons-nous pour assurer l'indépendance énergétique de la France ? L'uranium saharien (Niger/Mali) et le gaz russe, ou bien les hydrocarbures algérien, qatari et saoudien ?

N'allons pas trop vite en besogne comme le font certains, Areva n'est pas le cerveau de l'intervention française au Mali – je l'ai dit la décision a été prise en urgence pour éviter une situation dramatique dans laquelle 6 000 Français se trouveraient piégés dans une ville aux mains de jihadistes ultra-radicaux et capables de tout -, mais il est vrai que l'intervention profite aux intérêts d'Areva et ceci pour 2 raisons :

1) **Seule une présence militaire française renforcée dans la zone peut refouler sérieusement** (mais pas nécessairement éteindre) **le problème islamiste** à la périphérie des États alliés (Mali, Niger) et en tout cas loin des zones d'exploitation où il va bien falloir que les ingénieurs et techniciens français puissent revenir en nombre pour travailler.

L'intelligence politique de la France serait alors de parvenir à déléguer le "service après-vente" de l'action militaire présente à des composantes touaregs solidement anti-islamistes, faute sinon de voir le coût sécuritaire de l'opération exploser.

2) **Le fait que les gouvernements malien et nigérien aient eu besoin de la France pour défendre leur souveraineté, face à la menace islamiste, met évidemment Areva en position de force** face à n'importe quel autre acteur (non seulement les États nigérien et malien mais aussi d'autres groupes privés). La France est désormais l'acteur incontournable de l'équilibre entre Touaregs et Sudistes noirs des États de l'Afrique subsaharienne.

Les intérêts pétroliers

Le Mali possède 5 bassins sédimentaires dont le potentiel pétrolifère est avéré :

- *bassin de Taoudenni* (au nord et vers la frontière mauritanienne) : 600 000 km² pour le seul Mali mais 1,5 million de km² partagés entre Mali, Algérie, Mauritanie, Niger. Schistes riches en matière organique. Il serait comparable au bassin d'Illizi en Algérie.
- *le fossé (ou graben) de Gao* : 15 000 km², un seul puit à l'heure actuelle.
- *les bassins contigus de Iullemeden et Tasmena* (à l'Est et frontaliers avec le Niger), 80 000 km², deux puits à l'heure actuelle ; comparable au bassin de Doba au Tchad ou aux bassins d'affaissement paléozoïque d'Algérie.
- *fossé de Nara au centre*, près de Mopti, également comparable au bassin Crétacé de Doba au Tchad soit aux bassins d'affaissement paléozoïque d'Algérie.

L'AUREP, l'Autorité pour la Recherche pétrolière au Mali soutient que le sous-sol du pays est très potentiel pour le gaz et le pétrole et le directeur Afrique du Nord de Total, Jean-François Arrighi de Casanova va dans ce sens quand il parle lui de « nouvel eldorado pétrolier » à propos de la zone Mauritanie/Mali/Niger.

Cependant, à ce jour, le Mali compte encore un faible nombre de puits et son sous-sol reste sous-exploité.

Pour l'instant, Total est surtout présent chez le voisin mauritanien.

La multinationale d'origine française est présente dans l'exploration sur les permis Ta7 et Ta8 de la partie mauritanienne du bassin de Taoudéni mais **en partage avec les Algériens et les Qataris**. Total possède 60%, la Sonatrach (Algérie) 20% et Qatar Petroleum International 19%.

S'agissant du permis Ta8, le forage du puits d'exploration s'est achevé en 2010 et le résultat est décevant. Sur le bloc Ta7, une campagne d'exploration sismique est en cours depuis 2011.

L'exploration on-shore s'est étendue avec un nouvel accord, en janvier 2012, entre Total et le gouvernement mauritanien. Cet accord donne à Total une participation de 90% en tant qu'opérateur sur le bloc Ta29 situé dans le désert du Sahara, à 1000 km à l'est de Nouakchott et au nord du bloc Ta7. Les 10% restants sont entre les mains de la SMH, la compagnie nationale mauritanienne.

Les intérêts de Total dans la zone ne se limitent pas à l'*on-shore*. Ils portent aussi sur le *off-shore* :

- accord Total/gouvernement mauritanien de décembre 2011 pour le bloc off-shore C7 (bassin côtier).
- accord Total/gouvernement mauritanien de janvier 2012 pour le bloc C9 (Total 90%, SMH 10%) situé à 140 km à l'ouest des côtes mauritaniennes et qui s'étend sur plus de 10 000 km² par 2500 à 3000 m de fond.

Signalons à l'attention de ceux qui pourraient, un peu trop rapidement, être choqués par un partage 90/10 entre Total et la SMH, que l'exploration nécessite des investissements colossaux que seul Total peut amener.

Il faut bien comprendre que la chute du régime de Kadhafi ouvre, dans toute l'Afrique du Nord et au Sahel en particulier, **la perspective d'une vaste redistribution des cartes en matière pétrolière et gazière**.

S'agissant du Mali et de la Mauritanie, Total, la Sonatrach algérienne et la compagnie qatarie ont **des intérêts à la fois communs et rivaux**. La capacité de ces compagnies à peser sur les gouvernements africains concernés sera en effet d'autant plus forte que l'influence de leur État d'appartenance sera grande.

Il est essentiel de comprendre que la distribution des blocs, et des parts relatives à l'exploitation des blocs, est intimement liée aux rapports de force géopolitiques entre la France, l'Algérie et le Qatar.

Regardons maintenant la question de l'or et des autres richesses minières

Le Mali est le troisième producteur d'or du continent africain après l'Afrique du Sud et le Ghana. En 2011 il a produit 56 tonnes d'or sur une production minière mondiale d'or qui oscille selon les années entre 2000 et 2500 tonnes.

Voici le classement 2011, production annuelle et réserves prouvées

1. Chine : 355 t/1900 (en 2007 la Chine est passée devant l'Afrique du Sud)
2. Australie : 270/ 7400
3. États-Unis : 237 t/3000
4. Russie : 200 t/5000
5. Afrique du Sud : 190 t/6000
6. Pérou : 150 t/ 2000
7. Canada : 110 t/ 920
8. Ghana : 100 t/ 1400
9. Indonésie : 100 t/ 3000
10. Ouzbékistan : 90 t/1700

Le Mali est très prometteur dans ce domaine et devrait bientôt dépasser le Ghana devenant alors le 2^e producteur d'or du continent africain.

En 2011, le Mali est devenu producteur de minerai de fer (exploitation de Tienfela). Il dispose également d'un potentiel élevé en manganèse et produit du phosphate. Ses réserves de bauxite sont estimées à 1,2 million de tonnes et pourront être exploitées dans un futur proche. Un potentiel en lithium, diamant, kaolin et pierres gemmes est également identifié, sans compter bien sûr l'uranium dont nous avons déjà parlé.

Il me semble important d'insister sur l'or. **N'oublions pas que nous sommes dans un contexte de dépréciation des grandes monnaies mondiales comme le dollar et l'euro.** Les banques centrales comme de nombreux opérateurs financiers sont en train d'assurer leur avenir en achetant de l'or physique. L'Allemagne a pris la décision historique de rapatrier une partie de ses stocks d'or physique détenus à New York, Londres et Paris et de très nombreux pays font de même. La Suisse est maintenant, après l'Allemagne, touchée par le mouvement the « Swiss Gold Initiative », initiative lancée par 4 membres du Parlement suisse en mars 2012 visant à exiger le rapatriement de l'or de la BNS (Banque nationale suisse) laquelle refuse d'indiquer dans quel(s) pays se trouve son stock d'or.

Un exemple récent encore (et ils se multiplient presque chaque semaine) : le Fonds d'État pétrolier de l'Azerbaïdjan (SOFAZ) a retiré une tonne de son or physique des coffres de J.P Morgan à Londres pour le placer dans les coffres sécurisés de la Banque centrale de Bakou.

Tout le monde est en train de réaliser que les banquiers anglo-saxons ont tout simplement vendu ou « joué » l'or que des États et fonds souverains leur avaient confié.

Et le mouvement se propage !

Washington et Londres – les Français ont sans doute été les plus honnêtes avec les Allemands puisqu'ils ont annoncé qu'ils restitueraient rapidement les lingots ce qui laisse à penser que la

France a vendu... son or et non celui des Allemands!- ont déjà annoncé qu'il leur faudrait 7 ans pour restituer à l'Allemagne son or, ce qui signifie très probablement que ces pays n'en disposent plus.

Songez encore que la FED refuse d'apporter la preuve que l'or américain existe encore! Que peut-il bien en être alors de l'or allemand confié aux États-Unis?

L'or n'y est probablement plus, comme le soutient le GATA (Gold Anti-Trust Action Committee) car il aura été prêté aux banques d'affaires et vendu sur les marchés afin de maintenir les cours sous pression et de sauver la confiance dans l'argent papier.

Les mauvaises langues insinuent que les États-Unis et la France pourraient se servir dans les mines d'or du Mali où il sera facile d'opérer à l'abri du monde.

Les intérêts qataris

Le Qatar porte une responsabilité évidente dans les révolutions de Tunisie, d'Égypte, de Libye (il a financé les islamistes de Cyrénaïque à l'origine du déclenchement de la révolution avant que les militaires qataris ne jouent eux-mêmes un rôle opérationnel actif, au sol, auprès des forces spéciales occidentales), de Syrie (il finance les rebelles islamistes, tout comme l'Arabie Saoudite, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis).

L'action du Qatar est également prouvée au Mali où l'émirat a directement financé les groupes *Mujao* et *Ansar Dine* (tandis, je le répète, qu'AQMI est un faux-nez des services algériens) et son influence se dissimule derrière l'action opérationnelle du Croissant rouge qatari.

Le 6 avril 2012, le journal malien *l'Indépendant*, relatait qu'un avion cargo qatariote avait atterri à Gao pour livrer des armes et des stupéfiants aux rebelles touaregs. La drogue est en effet une source de revenu essentielle des rebellions dans le monde, et ce sont des services secrets étatiques qui la fournissent souvent directement aux seigneurs de la guerre et aux mafieux ; certains pays savent en effet recycler leurs saisies policières et douanières en outil de financement de guerres occultes aux mains des services secrets. Pour en revenir à l'article de *l'Indépendant*, un comité d'accueil a été formé autour de l'avion sous la direction d'Iyad Ag Ghaly, leader touareg du mouvement salafiste Ansar Dine qui contrôlait à ce moment Tombouctou et Kidal. Ancien consul du Mali à Djeddah (mais menacé d'expulsion par les Saoudiens en 2010 il est revenu au Mali, sans doute récupéré par les Saoudiens par les Qataris eux-mêmes farouches ennemis des Saoudiens), ce touareg avait profité d'années d'activité dans le Golfe pour développer ses connexions islamistes.

D'autres sources maliennes affirment qu'après la prise de Tessalit par les islamistes, le 10 mars 2012, un avion cargo du Qatar avait aussi atterri dans cette localité pour y livrer une quantité importante d'armes modernes, des munitions, des 4x4.

Le Qatar a tout fait pour favoriser Ansar Dine, branche dissidente et islamiste du MNLA, contre la branche historique et nationaliste des Touaregs.

Par ailleurs, il faut remarquer qu'en janvier 2012, l'émir du Qatar s'est brouillé violemment avec le président mauritanien, Ould Abdel Aziz. *Le Figaro* du 12 janvier 2012 relate les faits suivants, qui sont d'une extrême gravité quand on connaît la culture du Golfe : « *L'émir du Qatar a voulu donner certaines directives au président Abdel Aziz, usant d'un ton comminatoire, et menaçant d'utiliser*

sa chaîne al-Jazeera pour faire éclater une révolution en Mauritanie, comme en Tunisie et en Égypte. Le chef de l'État mauritanien, un militaire, a alors explosé et a congédié l'émir ».

Cette affaire a forcément fragilisé les intérêts du consortium Total/Qatar Petroleum International en Mauritanie (voir les accords plus haut).

Le Qatar, qui joue un rôle important dans la nouvelle donne pétrolière et gazière en Libye, veut étendre son influence dans le Sahel (Mauritanie et Mali) et utilise les groupes islamistes à cet effet.

Quelle est la vision stratégique qui sous-tend ces actions? Le Qatar détient 15% environ des réserves prouvées de gaz. Trois acteurs, la Russie, l'Iran et le Qatar détiennent à eux trois 60% des réserves prouvées du monde. En essayant d'étendre son emprise sur le Moyen-Orient (Syrie) et sur le Sahara (Libye, Sahel et demain l'Algérie sur laquelle plane la menace d'une révolution arabe soutenue par Doha), le Qatar, de concert avec les États-Unis, veut couper l'Europe de la Russie (principal fournisseur de gaz des Européens) et remplacer Moscou et Alger.

Les investissements du Qatar dans les actifs stratégiques français vont dans le même sens. En s'appuyant sur l'islam en France, en contrôlant des parts croissantes d'actifs stratégiques, le Qatar veut pouvoir influencer sur la décision politique française (ce qui s'est passé entre l'émir du Qatar et le président Sarkozy laisse hélas présager de ce qui pourrait se passer demain lorsque de nombreux parlementaires français seront mis sous influence).

Et l'on voit bien où cela pourrait mener... à renforcer un lobbying actif pour faire **sortir la France du nucléaire** et pousser celle-ci à aller davantage encore vers le gaz (car évidemment les énergies renouvelables ne peuvent être que des composantes minoritaires dans un *mix énergétique*).

Les intérêts américains

Après le 11 septembre 2001, sous prétexte de lutte contre le terrorisme islamique, les Américains ont augmenté leur effort d'implantation sur le continent africain, en particulier dans les zones d'influence traditionnelles de la France.

Depuis 2002, 1700 soldats américains sont basés à Djibouti, point d'implantation historique de la France. Depuis 2003, les Américains ont développé avec les pays de la frange saharienne la PSI (*Pan Sahel Initiative*), un programme d'assistance militaire aux pays sahéliens, qui concerna au départ le Tchad (où la France est pourtant militairement présente), le Mali, la Mauritanie et le Niger, avant de s'étendre en 2005 au Maroc et au Nigeria pour devenir la TSCTI (*Trans Saharan Counter Terrorism Initiative*). En décembre 2008, les Américains ont créé un commandement stratégique dédié à l'Afrique (à l'exception de l'Égypte qui reste attachée au CENTCOM, le commandement en charge des opérations au Moyen-Orient), en détachant cette zone de leur commandement européen Eucom. Cependant, aucun pays africain n'ayant accepté d'accueillir ce commandement, AFRICOM reste à Stuttgart en Allemagne.

La raison profonde de cet intérêt américain pour l'Afrique n'est pas le terrorisme mais le pétrole et le gaz.

L'Afrique pèse plus aujourd'hui dans les importations pétrolières américaines que l'Arabie Saoudite. Un quart des importations de pétrole américaines viennent d'Afrique, du Golfe de

Guinée (Nigeria et Angola mais aussi Guinée équatoriale) et les Américains ont aussi des ambitions en Afrique sahélienne.

Si l'on regarde les effets de la coopération militaire américaine au Mali, le résultat est implacable. Les Américains ont surtout formé des Touaregs qui ont ensuite déserté l'armée malienne pour rejoindre le MNLA et Ansar Dine et participer à la guerre contre l'État central malien! Quand ils formaient des Noirs du Sud, il s'agissait du capitaine Sanogo lequel renversait, en mars 2012, le président Amadou Toumani Touré et créait l'anarchie dans le pays!

Le général Carter Ham qui dirige Africom, a beau s'être déclaré déçu du comportement des officiers formés par les États-Unis, le fait est que tous ses élèves ont tenté de détruire l'État malien et ce qui restait de l'influence française!

Cela fait dix ans maintenant que nous écrivons qu'au nom de la lutte contre le terrorisme dans le Sahel, les Américains sont en train d'évincer la France de la zone et de faire main basse sur les réserves pétrolières, gazières et minérales. Pendant que je prêchais dans le désert, des communicants acquis aux intérêts américains expliquaient doctement sur les plateaux de télévision français que les États-Unis n'avaient d'autre ambition que de faire reculer le terrorisme et développer la démocratie. Que seule « l'odieuse Françafrique » avait des intérêts égoïstes sur le continent noir... Qu'il fallait aussi avoir très peur de la Chine laquelle allait « avaler tout le monde tout cru ».

La réalité est qu'une fois de plus la politique américaine converge avec celle de l'islam radical.

Conclusion

La bande Tchad/Niger/Mali/Sénégal doit rester sous contrôle sécuritaire français. Il en va des intérêts stratégiques de la France (hydrocarbures, uranium, or, et autres ressources) comme du maintien de son influence (la France conservera son intérêt aux yeux des Africains, à la condition de garantir à ceux-ci leur sécurité). Puissance francophone et historiquement liée à tous les États de la région (Afrique du Nord et Sahel), la France est légitime pour aider les pays de la zone à se débarrasser des groupes islamistes mafieux et à restaurer la stabilité.

Sur les ruines de la Libye de Kadhafi, il est évident que d'autres puissances islamiques cherchent à contrôler la zone : l'Algérie bien sûr, qui a de grandes ambitions dans la région, mais aussi le Qatar. L'Algérie manipule certaines franges de l'islamisme radical jusqu'à s'auto-infliger des attaques (mais contrôlées dans leur portée : *In Amenas* qui représente 18% de la production de gaz algérien n'a pas sauté ni subi de dommages importants) afin de se présenter comme une puissante garantie de lutte contre le terrorisme. L'Algérie ne veut pas de l'islamisme à sa tête et elle a bien raison, mais hélas, son État profond contribue lui à maintenir l'incendie terroriste à un niveau de « basse intensité » de sorte que les Américains et les Européens ne se mettent pas à imaginer un quelconque changement à Alger.

Le Qatar, quant à lui, actionne presque ouvertement des groupes terroristes et joue un rôle clairement déstabilisateur Mali.

Quant aux Américains, qui sont avant tout pragmatiques et ne respectent que la force, nul doute qu'ils considéreront mieux la France après son opération militaire au Mali et qu'ils chercheront un terrain d'entente avec elle.